

**MARXISME ET MONDIALISME : POUR UNE COMPRÉHENSION DES FONDEMENTS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE**, Amana Essotolom SANDI  
(Université de Lomé – Togo)  
essotolomsani52@gmail.com

**Résumé**

Aujourd'hui encore le monde est organisé en différentes stratifications sociales. Les sociétés, les entreprises et les firmes internationales sont dans une lutte perpétuelle à la recherche du profit et surtout de l'hégémonie par des moyens plus subtils et très sophistiqués. L'orientation capitaliste censée contribuer à l'amélioration des conditions de vies de tous, contribue paradoxalement à la paupérisation des populations les moins équipées à survivre dans le jeu de la mondialisation néolibérale. On a évolué en passant de la lutte des classes sociales à la lutte des entreprises, des firmes, des États. Rien n'a changé sinon la forme mais le fond reste le même : les mêmes principes capitalistes, les mêmes objectifs avec des outils plus subtils. Les inégalités et les injustices entre les prolétaires et les bourgeois ont connu leur modernisation à travers la domination des pays puissants sur les plus faibles. L'objectif de cet article est de contribuer à repenser les fondements du libéralisme économique à la suite du combat de Karl Marx en recherchant les voies et moyens nécessaires pour résorber le fossé entre les populations dans cette globalisation.

**Mots clés** : Capitalisme, inégalité, justice, marxisme, mondialisation.

**MARXISM AND GLOBALISM: FOR THE UNDERSTANDING OF GLOBAL ECONOMY FUNDEMENTS**

**Abstract**

Still today the world is organized in different social stratifications; and we are witnessing struggle of states, companies and international firms in search of profit and most importantly of hegemony through very sophisticated means. The capitalistic orientation of the economy which is supposed to contribute to the betterment of living conditions for all, paradoxically contributes to the pauperization of populations less equipped to survive in the game of neoliberal globalization. The fight of companies, firms, and states has taken over the social classes' struggle. Actually, nothing has changed in the relations between states because our current societies are led by the same capitalistic principles and objectives with more subtle tools. The inequalities and the injustices between the proletarians and the bourgeois have been modernized through the domination of powerful countries over the weakest. The objective of this article is to rethink the foundations of the economic neoliberalism following Karl Marx's struggle by searching the values and means necessary to reduce the gap between populations in the current globalization.

**Key words**: Capitalism, inequality, justice, marxism, globalization.

## Introduction

Les relations humaines sont devenues de plus en plus complexes avec les processus de la mondialisation à l'instar de l'ouverture des frontières interétatiques, de la réduction des distances, de l'intensification de flux humains, de biens et services. En effet, la mondialisation peut être définie comme un processus d'intégration de plus en plus prononcée des économies nationales et la création d'un monde planétaire pour les hommes, les marchandises, les services, les capitaux, mais aussi l'information, les produits culturels et médiatiques. En d'autres termes, la mondialisation renvoie à la tendance à l'intégration et à l'interdépendance croissante planétaire dans tous les domaines de la vie des hommes. C'est pourquoi de façon générale, elle peut être comprise comme :

un ensemble de processus indéfinis : politiques, économiques, communicationnels, technologiques, militaires, culturels, et même psychologiques qui relativisent énormément le poids des frontières des États, favorisent les intégrations des économies à l'échelle internationale, facilitent l'interconnexion des populations à travers des réseaux de communication, uniformisent les pratiques sociales et les représentations des hommes, et les projettent dans un nouvel univers que l'on pourrait appeler un village planétaire. (E. A. Sandi, 2019, p. 17).

Cette intégration des économies que favorise la mondialisation crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. Car, en transformant les manières de vivre des populations à travers une nouvelle configuration de la société, elle n'assure pas concomitamment leur croissance économique et l'amélioration des conditions de vie humaines notamment pour les pays du Sud. Paradoxalement, la globalisation et le libre-échange, sensés profiter à tous les pays, engendrent des stratifications sociales créatrices des couches sociales vulnérables. Plus encore plusieurs pays notamment ceux du Sud ne sont pas suffisamment intégrés dans les échanges commerciaux mondiaux. Le problème que nous posons est celui de l'inégal profit que crée la mondialisation pour les États du Sud et ceux du Nord. La question principale est de savoir si les inégalités et les injustices que crée la mondialisation entre les pays ne reconfigurent pas la société contemporaine en classes sociales ? Cette préoccupation principale se subdivise en trois interrogations spécifiques : En quoi la théorie marxienne des classes sociales rend-elle compte des fondements de la mondialisation contemporaine ? La théorie marxiste est-elle encore un instrument efficace pour analyser les changements des sociétés contemporaines ? Quelles leçons faut-il tirer du marxisme pour mieux orienter l'économie mondiale afin qu'elle soit productrice de biens pour toutes les couches sociales ? Notre hypothèse est que la mondialisation aujourd'hui est fondée sur des logiques d'intérêts et d'exploitation en l'occurrence la recherche du profit, du pouvoir de domination, des capacités de contrôler et de contraindre par le pouvoir économique, ce qui structure la société actuelle en exploités et en exploités ; un système de domination capitaliste que Karl Marx a vivement combattu. L'objectif

principal de cet article est de repenser les fondements du néolibéralisme économique à la suite du combat de Karl Marx contre les inégalités sociales en recherchant les voies et moyens nécessaires pour résorber le fossé entre les couches sociales dans la globalisation actuelle. Le premier objectif spécifique est de mieux comprendre le fonctionnement de l'économie actuelle à partir des grilles d'analyse de la théorie marxienne des classes ; le second consiste à évaluer la mondialisation néolibérale et son déploiement, le troisième vise à contribuer à la recherche des moyens de maîtrise efficace des échanges économiques en vue de promouvoir un libéralisme juste. Pour y parvenir nous partons d'une analyse critique de la mondialisation capitaliste et d'une perspective éthique pour fixer les responsabilités de tous les acteurs de la mondialisation dans la construction d'une mondialisation juste et plus intégrative pour tous les pays.

## **1. Présentation et évaluation de la conception marxienne des classes sociales**

Les sociétés humaines n'ont jamais été les mêmes car les inégalités ont toujours existé entre les hommes et entre les différentes sociétés. Aussi, si les relations humaines ont toujours été tendues, c'est parce qu'au sein de celles-ci les inégalités servent de critère de stratifications et de distinctions entre les hommes créant davantage des injustices sociales. K. Marx, dans ses analyses de la société industrialisée, a mis en exergue l'existence de ces injustices qui traduisent une auto-organisation de la société en classes sociales inégales. Comment les différences de situation, c'est-à-dire les conditions de vie inégales, engendrent-elles les classes inégales ?

### **1.1. De la formation des classes sociales à l'enracinement des injustes sociales**

Une classe sociale est un groupe d'individus uni par la poursuite d'intérêts communs. Elle se caractérise par des situations de vie communes. Cependant, la particularité de l'analyse marxienne est qu'elle situe l'origine des inégalités sociales dans le cadre d'une théorie matérialiste des modes de production. Les classes sociales se définissent dans un premier temps par la position qu'elles occupent dans la sphère de la production. Ainsi, chez Marx, les rapports de production et la propriété des moyens de productions créent les classes sociales. Or ces deux facteurs qui sont au soubassement de la formation des différentes classes constituent les poumons du capitalisme ; étant donné que ce sont les conditions matérielles qui construisent les rapports sociaux, c'est le processus de production capitaliste, reposant sur les forces productives, qui crée les inégalités sociales notamment en créant deux classes : celle des exploités et celle des exploités. Les premiers, grâce à la possession des moyens de production prélèvent un surplus (la plus-value) mesuré en unités de travail.

Les classes sociales naissent alors des différences de moyens de production dont disposent les individus. Les individus ayant une situation identique occupent la même sphère de production et se retrouvent dans la même classe. C'est ainsi que

chez Marx pour parler de classe sociale il faut que les individus développent un sentiment d'appartenance et une conscience commune qui les conduit à agir collectivement pour défendre leurs intérêts. La conscience commune est déterminante dans la constitution d'une classe sociale, car on peut partager les mêmes conditions d'existence, les mêmes identités sociales et être dénué d'un sentiment de situation commune. L'inégalité des moyens de production implique nécessairement l'inégalité de capacité d'action, de décision, de jouissance effective des droits et donc de préservation de la dignité. Les inégalités sociales naissent alors des inégalités de possession de biens et moyens. Dans ce cas comment se déploient concrètement les relations entre les différentes classes sociales ?

## 1.2. Nature des rapports entre les différentes classes sociales

La lutte des classes est une construction intellectuelle de Marx pour démontrer le fonctionnement des relations sociales. Marx met en relation conflictuelle deux catégories<sup>1</sup>: le prolétariat et la bourgeoisie dans une lutte à mort ; l'un pour sa survie et l'amélioration des conditions de travail et l'autre pour l'accumulation du bénéfice. Les objectifs de cette lutte sont différents, les démunis cherchent à sortir d'une situation jugée inhumaine alors que les dominants veulent les y maintenir par tous les moyens en vue de les utiliser pour maximiser leurs profits.

Dans cette lutte les rapports de production sont asymétriques car ils opposent les maîtres de la production et les producteurs directs. Rapports inégaux et injustes, ils sont caractérisés par la domination, la servitude et le surtravail non payé chez les ouvriers. Le travailleur n'est en aucun cas épanoui dans et par son travail. Exploité, affamé, il est obligé pour survivre de mettre sa force de travail à la disposition de l'entrepreneur capitaliste. Ce qui fait que le capitalisme qui est fondée sur la primauté des moyens de production se révèle comme un système élaboré pour maintenir le prolétaire dans cette situation de soumission où il n'a pas assez de choix. Or, des forces productives disproportionnées découle une polarisation de la société en classes rivales. La société fonctionne alors en rapport de domination opposant la force de travail dont disposent les prolétaires au capital dont disposent les bourgeois. De ces rapports il s'ensuit des antagonismes importants et des injustices sociales dus à l'exploitation et l'injuste rémunération. En effet, les bourgeois aisés et vivants dans le plein confort ne donnent aux

---

<sup>1</sup> Il faut noter que la notion de classes sociales varie selon l'approche d'un ouvrage à l'autre. En effet, dans *le Manifeste du Parti Communiste* (1848), Marx oppose la bourgeoisie à au prolétariat et prophétise la fin du capitalisme et la victoire de la classe ouvrière ; Dans le tome III du *Capital*, l'auteur distingue trois classes selon l'origine de leurs revenus, : la classe capitaliste (le profit), les propriétaires fonciers (la rente foncière), et les ouvriers (le salaire) ; Dans *la lutte des classes en France 1848-1850*, Marx distingue de nombreuses classes : aristocratie financière, bourgeoisie industrielle, petite bourgeoisie, classe paysanne, prolétariat industriel, lumpenprolétariat.

prolétaires que le minimum pour refaire leurs forces de travail. Dans ces conditions les prolétaires essaient juste de ne pas mourir, de survivre incapable de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille alors qu'à côté, celui pour qui il travail durement, le bourgeois s'accapare tout le bénéfice.

Ce sont finalement les rapports de force qui incarnent ces classes dans les sociétés industrialisées engendrant ainsi des inégalités et des injustices sociales. Cependant la question est de savoir s'il existe objectivement encore des classes sociales aujourd'hui ?

### **1.3. Critique du marxisme des classes à la lumière des enjeux contemporains**

Le marxisme des classes a été sévèrement secoué. En effet la paupérisation de la classe ouvrière que Marx tient comme le moteur de toute revendication du prolétariat devient de moins en moins légitime. À partir de 1970 on assiste à l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière : la création d'un salaire minimum, la protection sociale et le développement du droit du travail entre autres avaient permis au monde ouvrier d'accéder à une existence plus digne et de s'insérer davantage dans le tissu social. Plus encore, il y a déconcentration du capital et les capitalistes bourgeois n'en sont plus les potentiels détenteurs ; ils se voient dépossédés des moyens de production par le développement des grandes firmes, la gestion des fonds financiers et leur effectif contrôle par les entreprises ; c'est ce que J. K. Galbraith (1968) a appelé la « technostructure ». Avec cette évolution de situations doit-on accepter encore la conception marxienne de la propriété du capital comme critère de détermination de la classe dominante ? Voilà pourquoi certains sociologues considèrent que de telles mutations des sociétés contemporaines remettraient en cause les théories marxistes.

La première analyse portant sur les sociétés occidentales a montré qu'il faut parler, au lieu des classes sociales, de strates. Ces strates ne sont pas caractérisées par des rapports d'exploitation mais de différences de richesses, de pouvoir et de prestige. Ces strates ne sont pas dans une lutte mortelle comme l'a envisagé Marx mais elles seraient animées par la volonté d'imitation et le désir d'ascension vers les strates supérieures. On assiste alors à un changement dans les termes et désormais on envisagera les relations sociales en termes de stratification sociale. M. Weber (1995) élabore également une théorie à trois dimensions de stratification sociale afin de mieux comprendre la diversité des sociétés contemporaines.

Cette critique du marxisme des classes part aussi du fait que dans les sociétés post-industrielles les enjeux de la lutte changent de nature et se transposent de l'économique à d'autres champs, car désormais on ne lutte pas forcément ou uniquement pour le profit. Pour P. Bourdieu (2004), il existe certes une opposition entre dominants et dominés mais cette dernière ne porte pas tant sur les enjeux économiques mais plutôt sur les enjeux symboliques par rapport aux différents capitaux : capital économique (ex. Richesse), capital culturel (ex. Diplômes) et

capital social (ex. Relation). Dans le domaine culturel, Bourdieu montrera par exemple comment l'école élimine les enfants des classes inférieures et reproduit la domination des classes supérieures. L'analyse des organisations bureaucratiques révèle aussi une inégale distribution de l'autorité opposant toujours ceux qui donnent les ordres et font des choix à ceux qui exécutent les ordres et n'ont aucun choix. Cette inégalité serait l'illustration parfaite de la lutte des classes car d'une part il y a ceux qui cherchent à maintenir leur domination et d'autre part ceux qui souhaitent le changement. Mais les critiques adressées à Marx et aux marxistes sont encore en vigueur car ici l'enjeu n'est plus le partage de la plus-value mais celui de l'autorité.

C'est justement le point de vue d'A. Touraine pour qui les classes s'affrontent pour le pouvoir : contrôler l'information, diriger les organisations, etc. Ainsi, les conflits de classes ne portent plus sur la propriété des moyens de production ou l'appropriation du profit ; ils se sont déplacés vers la capacité à orienter les choix de la société, son image et son devenir. Cette possibilité de contrôler « l'historicité », c'est-à-dire de définir le sens dans lequel évoluera la société, repose sur le pouvoir dont on dispose dans trois domaines essentiellement : celui de la production, celui des orientations, celui de l'accumulation. Dès lors, les jeux du conflit ayant changé, faut-il encore envisager une révolution paysanne comme à la fois condition de la victoire des dominés et facteur d'amélioration de leurs situations existentielle ?

Aujourd'hui encore dans la société contemporaine, la théorie de la lutte des classes est considérée comme périmée. En effet, les combats de classes auraient laissé la place à d'autres formes de revendications aux enjeux multiples et diverses adressées cette fois à l'État plutôt qu'aux capitalistes bourgeois. Ces nouveaux mouvements sociaux que sont les mouvements estudiantins, les mouvements féministes, écologistes, pacifistes, antiracistes, luttes des minorités ethniques, revendications des homosexuels, des sans-papiers, etc., situés en dehors du monde du travail seraient à l'origine de la ruine de la théorie marxiste de la lutte des classes.

Cependant, le constat est que tous ces conflits, que ce soit pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, le partage de la plus-value, pour l'accès à une classe supérieure, à un poste supérieur, pour l'hégémonie ou pour un objectif purement symbolique, opposent toujours une partie lésée et une partie aisée avec presque les mêmes stratégies de domination à savoir, contrôler les grands appareils politiques et économiques et imposer des logiques d'orientations sociétales sensées assurées la croissance pour l'intérêt général mais qui, en réalité, servent les seuls intérêts des dominants au détriment d'une classe dominée soucieuse de préserver son intégralité physique et morale, son identité et sa dignité. Dans ce cas, peut-on exclure l'approche marxiste dans les critères d'explication de la société contemporaine, de ses mutations et de ses évolutions ? Autrement dit que reste-t-il de cette théorie ?

## 2. Analyse de la société contemporaine à la lumière du marxisme des classes

La nature des préoccupations des contemporains semble enlever à l'approche marxienne de la lutte des classes toute sa crédibilité dans l'analyse des évolutions sociales. Mais, l'évaluation des effets de la mondialisation sur le statut des différentes sociétés dément l'hypothèse de la fin de la lutte des classes sociales. La mondialisation entendue comme l'intégration des économies dans le monde (C.G.D Alosse 2015, p.74)<sup>2</sup>, crée aussi des stratifications dans son expression car ce schéma bourgeois-prolétaire, traduction parfaite d'un capitalisme exacerbé, n'a pas du tout changé de nos jours et la recherche du profit constitue encore le moteur principal du capitalisme. Si on analyse minutieusement les bases et les finalités de l'économie mondiale, c'est aussi la recherche du profit qui est son soubassement. Dès lors, la recherche du profit ou du pouvoir de domination économique que l'on constate dans le libéralisme mondial est-elle créatrice de moins de classes et de couches sociales vulnérables ?

### 2.1. Nécessité d'une nouvelle actualisation de Marx

L'analyse des problèmes majeurs auxquels les sociétés actuelles sont confrontées : la révocation des acquis sociaux, la montée du taux de chômage et la précarité de l'emploi, les nouvelles forces productives telles que les savoirs et compétences de la technoscience, la mondialisation de la production et la globalisation financière soulèvent de nouvelles hostilités et interrogations qui nécessitent de ressusciter la morale marxienne. En effet comme l'ont reconnu M. Karl et F. Engels (1966, p. 23), « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte de classe ». Ainsi, les mutations créées par la mondialisation, loin de signer la ruine complète de la théorie de la lutte des classes, introduisent un changement de paradigme qui se trouve être une résurrection de l'approche marxienne dans l'analyse des problèmes actuels. On pourrait dire avec J. Attali (2005) que Marx est le premier penseur mondial, porteur de l'esprit du monde. D. Castanet et D. Delcourt analysant l'effort de J. Attali<sup>3</sup> sur l'œuvre de Marx estiment que

Si les fondements de la théorie de Marx sont sur certains points dépassés, elle retrouve tout son sens dans le cadre de la mondialisation qu'il avait prévue c'est-à-dire l'explosion du capitalisme, la montée des individualismes,

---

<sup>2</sup> Elle est dû selon lui « aux flux accrus des biens, des services, des capitaux, des technologies et des idéaux, s'opérant dans une logique libérale. C'est la loi du libre-échange qui valorise l'ouverture des marchés nationaux à d'autres marchés et ceci à l'échelle planétaire ». Cette interconnexion des sociétés crée aussi des stratifications entre les pays surtout dans son expression économique.

<sup>3</sup> Jacques Attali est vu par les contemporains comme un commentateur de Marx et l'un de ceux qui l'on le plus actualisé notamment à travers son ouvrage *Karl Marx et l'esprit du monde* publié aux éditions Fayard en 2005.

l'accroissement de la pauvreté dans les pays du tiers monde, et le bouleversement des sociétés traditionnelles, (D. Castanet et D. Delcourt, 2006, p. 169).

La mondialisation en favorisant la libération du capital vis-à-vis des rigidités des contrôles étatiques, a constitué en même temps la condition d'une nouvelle mise en concurrence des travailleurs, des producteurs et même des propriétaires à l'échelle mondiale. En cela nous assistons à une certaine « prolétarianisation » de la société contemporaine, c'est-à-dire une autre forme de concurrence rude entre les détenteurs des moyens de productions des biens et services et une autre catégorie de personnes dépourvue de ces moyens et en quête des moyens de subsistance. Dans ce cas ne faut-il pas interpréter le capitalisme planétaire d'aujourd'hui à la lumière du combat marxiste du capitalisme national ?

Aujourd'hui le monde est encore organisé en différentes catégories sociales inégales. Les sociétés, les entreprises et les firmes sont dans une lutte perpétuelle pour préserver leurs intérêts et surtout leur hégémonie par des moyens plus subtils. Avec la libéralisation sans frontière et la possibilité de délocalisation des moyens de production c'est toujours les plus forts qui arrivent à s'imposer, imposer leurs lois et leurs produits finis aux plus faibles. Les processus de libéralisation et de dérèglementation qui devraient ouvrir le marché mondial à tous s'apparentent au capitalisme expansionniste et exploiteur des États faibles du Sud par les États forts du Nord. Ce qui entraîne un déséquilibre dans les rapports d'échanges Nord-Sud avec un faible impact sur la croissance économique des pays du Sud. Le cas des pays d'Afrique témoigne mieux de ce paradoxe et E. Kodjo (2009, p. 275) reconnaît que « l'Afrique est le parent pauvre de la mondialisation ». En réalité le libre-échange à l'occidental vise moins l'intégration de tous les pays dans la mondialisation que l'ouverture des débouchés aux pays exportateurs. A. Mehdi (2007), évaluant les réelles chances accordées à tous les États dans le jeu de la globalisation conclut que les échanges internationaux ne favorisent en aucun cas les populations et les entreprises de la plupart des pays du Sud. La mondialisation capitaliste selon Mehdi (2007, p. 4), est plus un « mercantilisme éclairé » car elle reconfigure une société mondialisée de classes inégales.

La distinction des classes sociales était fonction de la place occupée dans le processus de production et des moyens de production dont on dispose. Aujourd'hui, elle est fondée sur presque les mêmes bases avec quelques évolutions. C'est précisément dans ce sens que P. Bourdieu parlera du capital économique, culturel et social pour montrer comment les individus désormais sont mesurés, classifiés et considérés en fonction des réels moyens, des qualités, des potentialités dont ils disposent. Le pouvoir de décision et de choix y est aussi très privilégié. C'est précisément cette recherche, non seulement de gain, mais surtout de pouvoir et d'hégémonie qu'on constate dans la dimension socioculturelle de la mondialisation. En effet, l'universalisation des mœurs, des biens technologiques entraîne en même temps chez les pays faibles une dépossession culturelle et une dépendance mentale vis-à-vis des logiques occidentales. Les processus de la



mondialisation ont contribué à une nouvelle stratification capacitaire de la société, c'est-à-dire à la restructuration de la société en fonctions des possessions. Aujourd'hui, avec la mondialisation il est important de se demander si la domination n'est pas une double domination : une domination économique en même temps que culturelle.

La mondialisation actuelle n'est autre que la manifestation d'un capitalisme en expansion permanent ; K. Marx parlerait lui de l'impérialisme. En effet, en conditionnant la rupture des frontières nationales et la libéralisation, la mondialisation a désenclavé le capitalisme impérialiste en lui offrant de nouveaux espaces d'exploitation de la force du travail et une nouvelle mise en concurrence des travailleurs et des producteurs. Avec la circulation des marchandises et des capitaux, les réseaux financiers interconnectés, s'amorce une bipolarisation sociale planétaire. C'est ainsi que pour les analystes de la mondialisation tels que V. Forrester (1996), A. Tosel (2008), (B. Badié (1999), et J. Stiglitz (2002), c'est le lieu par excellence des inégalités cultivées et entretenues, accentuant des disparités qui traduisent un retour de l'état de guerre de tous contre tous. La mondialisation est, selon A. Barthes (2005, p. 61), le lieu où « l'extrême pauvreté côtoie la grande richesse et (où) le rééquilibrage semble utopique ». Car « elle favorise la minorité richissime des 0,1% au prix de l'extrême pauvreté de près de 1 milliard d'êtres humains. Elle favorise la minorité de pays riches au détriment des pays pauvres » (T. Guénolé, 2016 p.14). Ainsi, tous ces pays exploités et surexploités du tiers monde par des pays riches et puissants du Nord ne sont-ils pas semblables aux prolétariats dont parlait Marx ? Plus précisément ne constituent-ils pas une classe dominée différente des autres classes sociales plus aisées dans la société actuelle ?

## **2.2. La réorganisation de l'économie capitaliste mondiale**

Les populations du tiers monde n'ont peut-être pas les mêmes caractéristiques voire les conditions requises pour constituer une classe sociale au sens marxienne du terme mais elles constituent quand même une couche sociale lésée, dominée, exploitée par des entreprises, des firmes multinationales et même des pays soutenant le capitalisme ; car elles subissent les mêmes injustices pour lesquelles la voix de Marx s'est faite entendre. C'est pourquoi, de toute l'analyse de la théorie marxienne de la lutte des classes jusqu'à l'évaluation brève de la mondialisation capitaliste actuelle, il est important de tirer des leçons en vue de mieux fixer les responsabilités pour une meilleure organisation de la société contemporaine.

De la part d'A. Tocqueville (1840) on retient que « lorsque le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres ». Et à sa suite J.-P. Sartre (1946) enseigne que « le passé n'est pas rien il sert de levier, de référence pour le présent ». Le combat de Marx vise l'amélioration des conditions de vie et de travail des minorités sociales. En ce sens, on peut dire que l'étude du marxisme aujourd'hui met en exergue les bases de la justice sociale, de l'égalité, de la dignité

humaine ; un ensemble de valeurs qu'il serait bon de promouvoir dans cette société contemporaine capitaliste.

M. Karl visait en toute chose la dignité du travailleur ; c'est pourquoi aujourd'hui encore l'humanité doit prendre le dessus sur le profit et l'intérêt dans la propagation des logiques libre-échangistes. En effet, reconnaissant la valeur de cette dimension éthique de l'économie dans la portée de la lutte de Marx et l'urgence de sa mise en œuvre effective B. Palmer (2015, p.35), réitérant les mots de T. Piketty estime que la dignité humaine « a été la bannière sous laquelle les marxistes se sont dressés contre la marginalisation du plus grand nombre et l'appropriation des privilèges par la minorité ». Et comme tel, la conception marxiste de la lutte des classes donne une meilleure compréhension des rapports de production mais permet aussi de mieux analyser les différentes luttes des pays du Sud en voie de développement. Aujourd'hui encore, nombreux sont ces pays dont les populations vivent les mêmes conditions de précarités que les prolétaires du temps de Marx. C'est un acquis à la lumière de la pensée marxienne que « l'accumulation de richesse à un pôle signifie donc en même temps une accumulation de misère, de torture à la tâche, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité et de dégradation morale à l'autre pôle » (M. Karl 1993, p.724-725). On peut donc rapprocher cette approche marxienne des classes à l'ensemble des couches socio-économiques exploitées et dépossédées par les rouages de l'économie mondiale ; c'est le cas des pays du Sud qui ne constituent que les exploités de la mondialisation face à l'hégémonie des grandes puissances du Nord.

On est dès lors loin de la fin de la lutte des classes. À en juger par les conflits multiformes qui gangrènent les relations internationales, d'énormes inégalités hantent encore la coexistence pacifique des valeurs universelles et le bien être que prône la globalisation. En effet, les grandes puissances et leurs firmes multinationales exercent toujours leur domination sur les autres par l'intermédiaire de l'extrême libre-échange et la technoscience ne laissant aucun choix aux populations paupérisées que la résistance. Marx pour cela reste d'actualité. En effet, il s'est battu pour les minorités, il a œuvré et témoigné en faveur des populations dépossédées de son temps. Mais on pourrait dire que sa voix a transcendé le temps et continue de retentir encore. Ses paroles, enracinées dans une compréhension de l'omniprésence de la lutte des classes autant que de son héritage historique résonnent aussi fortement aujourd'hui qu'elles le faisaient il y a si longtemps malgré l'apparence abyssale du changement qui nous sépare des années 1850. C'est cette nécessité d'interprétation et de réinterprétation actuelle de Marx que D. Castanet et D. Delcourt, (2006, p. 165), reprenant les mots de J. Derrida, réitèrent en quand ils estiment que : « ce sera toujours une faute de ne pas lire, relire et discuter Marx » dans les temps présents qui sont les nôtres.

Dans ce cas, il incombe à notre génération de s'approprier les principes et les valeurs du marxisme, afin d'appeler la bourgeoisie actuelle (les pays puissants) à plus de responsabilité, celle notamment de créer les bases matérielles d'un monde

nouveau qui soit de moins en moins exploiteur des faibles. Il est urgent de réajuster l'économie mondiale par une nouvelle forme de régulation de la mondialisation. C'est alors seulement qu'on pourra envisager les voies et moyens adéquats de destruction des stratifications sociales que crée le capitalisme mondial ; c'est à cette condition uniquement que le progrès social cessera de ressembler à cette « hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne de ses victimes<sup>4</sup> ». Telle doit être la responsabilité qui incombe surtout aux promoteurs du libéralisme et du commerce mondial.

Marx a eu le mérite d'avoir montré que dans certaines conditions et situations où l'on n'a aucun choix sinon la survie, une réponse révolutionnaire était nécessaire au profit des minorités exploitées. De nos jours, les relations que nous entretenons avec les autres démontrent l'urgence d'une transformation économique, politique et sociale. Cependant cette transformation peut ne pas passer forcément par une lutte à mort mais une lutte pacifique pour une meilleure organisation des échanges sur tous les plans : une régulation juste de la mondialisation capitaliste à travers des valeurs de transparence dans les décisions, d'intégrité dans les actions, de concurrence loyale de cohérence dans les choix, de respect des accords, telles doivent être les bases de la responsabilité commune.

### **3. Pour une société mondiale de moins en moins capitaliste et de plus en plus humaniste**

Aujourd'hui beaucoup de gens croient encore en la mondialisation. En effet, elle présente de nombreux atouts qui pourraient conduire à une vie meilleure de tous les hommes à la seule condition qu'elle soit mieux conduite et bien orientée. Car le problème n'a jamais été la mondialisation en soi que les carences liées à sa gouvernance. Il se pose un réel problème, celui de l'absence d'équité des règles mondiales qui gouvernent le commerce et la finance avec pour conséquences des effets asymétriques sur les pays riches et les pays pauvres. C'est justement l'élargissement de ce fossé entre les populations qui inquiète et nous convie à penser et concevoir des formes de régulation plus adaptées à l'économie du marché. Que faire ?

#### **3.1. La canalisation normative de la mondialisation**

Nous sommes à la croisée des chemins et aucun État ne peut renoncer à la mondialisation ni ignorer ses processus parce que celle-ci a entraîné l'interdépendance entre les nations et les populations. S'il est vrai que dans son expression elle ne favorise pas la croissance économique de tous les États, la solution n'est pas néanmoins dans la négation de l'idéal que propose la mondialisation, mais dans l'action responsable et raisonnable. L'inaction conduirait

---

<sup>4</sup> Cf. PALMER Bryan, 2015, La lutte de classes et les dépossédés, *Actuel Marx*, no58, p.28 à 45. <https://doi.org/10.3917/amx.05.0028>.

à la chute totale des institutions et des idéaux de la gestion globale adéquate laquelle gestion s'avère une condition sine qua non de la justice effective. Pour cela, comme le préconisait Platon face à une gestion oligarchique odieuse et une démocratie cruelle, il faut chercher à asseoir la gestion de la mondialisation sur des vérités et pratiques offrant une garantie parce que participant de la réalité existentielle effective, c'est dire précisément de chercher à asseoir la mondialisation sur des principes et des règles applicables concrètement à tous et pour tous sans parti pris. Agir, parce que la politique de la gestion mondiale telle qu'elle est pratiquée jusqu'alors et supposée démocratique mène inéluctablement à l'injustice, à l'absence d'équité des règles et au malheur de plus d'un, puisque les États puissants du Nord et leurs firmes tendent à imposer leurs points de vue et intérêts par tous les moyens même au sein des institutions publiques dites internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce. La gouvernance mondiale est soumise à la dictature et à l'opinion dans un monde supposé démocratique. J. Stiglitz (2008) qualifiera de "dogmatisme institutionnel" les pratiques inhérentes à ces instances de réglementation.

Analysant la légitimité des décisions prises par les organisations internationales en charge du commerce et de l'économie de marché et leurs impacts sur les pays en voies de développement, Stiglitz<sup>5</sup> estime que la gestion de la globalisation par ces institutions mondiales est antidémocratique. Ces instances de régulation mondiale n'incarnent pas du tout les valeurs universelles qu'elles prêchent. Ce qui fait que la mondialisation, ça ne réussit pas à tous. Le droit international, qui devrait encadrer les échanges est, à en croire L. Wallach<sup>6</sup>, « en train d'être biaisé en faveur des droits de propriété des grosses entreprises aux dépens des droits des gens à la survie »<sup>7</sup>. Les facteurs qui rendent la mondialisation nuisible sont essentiellement relatifs à la régulation, au poids des intérêts nationaux des États puissants au sein des institutions internationales. C'est pourquoi les voies et moyens pour y remédier doivent passer avant tout par un réaménagement de celles-ci.

L'amélioration d'un système n'est pas forcément dans sa refonte mais dans son bon usage. La solution n'est pas dans la création d'autres institutions mais dans

---

<sup>5</sup> Alors que la quasi-totalité des activités du FMI et de la BM (l'ensemble de leurs prêts) s'exercent aujourd'hui dans le monde en développement, ces institutions ont à leur tête des représentants du monde industrialisé (par coutume ou accord tacite, le FMI est toujours dirigé par un Français- Christine Lagarde - et la BM par un Américain – Jim Yong Kim -), *La Grande désillusion*, LGF, 2008, p.51.

<sup>6</sup> Lori Wallach est directrice de Public Citizen's Global Trade Watch, spécialiste des activités et des bilans en matière de politiques commerciales (ALENA OMC ALEAC ...)

<sup>7</sup>Institut de Recherche et d'Informations Socio-économiques, Site Internet : <http://www.iris-recherche.qc.ca>, Montréal, Québec, H2X 3Z1. Elle montre comment les accords commerciaux sont émaillés de dispositifs pour protéger les investisseurs ou les firmes.

la redynamisation de celles qui existent déjà, en changeant éventuellement la manière dont elles sont dirigées. La gouvernance tout comme la mondialisation dépend de l'usage qu'on en fait. Dans ce cas, ce sont les mentalités agissantes au sein des institutions qu'il faudrait changer en œuvrant en même temps à la fiabilité des décisions qui en découlent. Deux concepts et leur effective application seront essentiels pour y parvenir : déformatage et innovence. Il faut d'abord un déformatage, c'est-à-dire une déconstruction des instances internationales surtout celles économiques de l'intéressement égoïste, non dans le sens de leur démantèlement mais dans celui du changement de la conception du libre-échange, de la mondialisation et de leur application ; ensuite une innovence, c'est-à-dire un renouvellement idéologique. Il importe, dans la perspective de l'innovence, de redéfinir le rôle des représentants au sein des instances internationales, celui d'aider à la prise de décisions démocratiques, équitables et des normes loyales ; clarifier les effets des différentes décisions avant toute initiative sans imposer des politiques particulières<sup>8</sup> à des pays qui n'en veulent pas. Il s'agit fondamentalement pour les États du Nord de ne pas encourager le respect des normes, des manières de faire, des accords qu'ils désapprouvent à appliquer eux-mêmes.

La concurrence rude entre les États ne se réduira qu'à condition que ces institutions soient dirigées démocratiquement et dans la perspective de la "bonne gouvernance". Il serait responsable de s'engager à rendre le monde plus juste et moins marqué par l'exclusion, de telle sorte que la prospérité soit mieux partagée à l'intérieur des pays et entre les pays au lieu de profiter qu'à une petite minorité. Pour cela, rechercher les bases d'une mondialisation ayant une dimension sociale et fondée sur des valeurs universellement partagées et sur le respect des droits de l'homme et de la dignité ; une mondialisation juste, ouverte à tous, gouvernée démocratiquement et qui offre une chance et des avantages concrets à tous, serait une voie idéale. Si nous recherchons une telle mondialisation, c'est que cette dernière doit cesser d'être la seule affaire des grosses firmes multinationales et des institutions internationales occidentales pour s'enraciner dans la réalité concrète des besoins, des préoccupations quotidiennes et urgentes des hommes. Le FMI, la BM et l'OMC doivent être plus ouverts et plus transparents dans leurs actions. La vision de Marx fut de parvenir à un capitalisme humaniste soucieux des besoins des hommes ; aujourd'hui encore on a besoin d'une mondialisation à dimension sociale qui s'enracine dans les réalités existentielles des populations, de toutes les populations. C'est-à-dire une mondialisation plus intégrative des plus défavorisés.

---

<sup>8</sup> Pour Stiglitz (2002, p. 288), ce furent des décisions et des prêts inadéquats sur le terrain, qui endurcirent davantage les crises économiques et financières qu'a connu le monde, parce qu'ils étaient conçus uniquement dans de l'intérêt du trésor américain. Dans cette crise asiatique, spécifiquement dans le cas de la Russie, Stiglitz relevait les insuffisances des décisions du FMI et du trésor américain et leurs impacts négatives.

### **3.2. Intégrer les couches sociales les plus défavorisées dans l'économie mondiale**

L'évaluation de la mondialisation révèle que les objectifs de la lutte marxiste sont encore d'actualité. Il va valoir se réappropriier les points positifs de cette lutte pour influencer la tangente actuelle de la mondialisation. Car le monde ne sera en aucun cas juste et pacifique si la bipolarisation entre Nord et Sud s'accroît, si l'économie mondiale continue d'engendrer et de soutenir les inégalités entre exploitateurs et exploités, si les plus défavorisés ne se sentent pas important dans les grandes orientations politiques, économiques, institutionnelles de ce monde, bref s'ils ne sont pas suffisamment intégrés dans les différents processus de la mondialisation en vue de bénéficier des retombées de l'interdépendance des économies.

Jusqu'à présent les gouvernants de la mondialisation, notamment les institutions internationales, n'ont pas encore réalisé les conséquences et les risques de décider pour les autres, de définir des stratégies pour les autres malgré les nombreuses crises économiques et sociales que ce paternalisme institutionnel a créées<sup>9</sup>. De mauvaises décisions conduiront à une société plus divisée, une économie plus vulnérable aux crises et moins armée pour affronter les défis de l'heure. C'est pourquoi l'économiste américain J. Stiglitz (2010) exhorte tous ceux qui sont au-devant de la mondialisation et qui sont dotés de la capacité réelle à changer le cours de l'histoire par les décisions qu'ils prennent à agir en toute responsabilité ; car estime-t-il « si nous prenons de bonnes décisions, pas les plus commodes politiquement ou socialement, nous allons réduire les risques de nouvelles crises et peut-être même accélérer le type d'innovations réelles qui améliorent la vie dans le monde entier » (J. Stiglitz, 2010, p. 11). La prise de décisions conséquentes et responsables ne réside pas dans l'exclusion des pays en voie de développement. Il urge alors de travailler à l'intégration progressive des pays faibles et à la prise en compte des préoccupations majeurs qui sont les leurs dans le jeu de la mondialisation.

La parfaite intégration suppose la liberté de choix qui s'exprime par le pouvoir de décider pour soi-même. Pour se faire, les règles et les politiques qui régissent le commerce et la finance doivent laisser une grande marge de manœuvre aux pays en développement. Cette phase est essentielle pour que ces pays puissent adopter eux-mêmes des mécanismes et politiques adaptés à leur niveau de développement, à leurs situations, à leurs potentialités car comme le propose J. Stiglitz (2003, p. 359), les pays en développement « doivent avoir le droit d'en décider eux-mêmes comme les États-Unis l'ont fait quand ils étaient en

---

<sup>9</sup> Voir Joseph Stiglitz, 2010, *Le triomphe de la cupidité*, Paris, Les Liens Qui Libèrent. L'auteur analyse ici les politiques désastreuses : le libre marché, les dérèglementations, la cupidité des pays puissants, qui sont à l'origine de multiples crises notamment celle de 2008 que connaît la société économique mondiale, et les leçons que nous devons tirer.

développement ». C'est à cette mondialisation soucieuse du bien-être de l'humanité tout entière qu'il faut œuvrer : une véritable dimension sociale de l'économie mondiale que Stiglitz entend par « une mondialisation à visage humain ».

Cependant, les causes d'une mondialisation malheureuse ne sont pas à imputer uniquement aux pays du Nord mais à tous. Les États du Sud en général sont aussi responsables de la situation actuelle de leurs populations, notamment par une mauvaise conception d'eux-mêmes, de leur passé ; un refus d'effort et d'action rationnelle productive entretenu par des gouvernements corrompus et en mal de légitimité. Cela étant, les initiatives de résolution d'un tel déséquilibre doivent être la préoccupation majeure des pays du Sud en l'occurrence de leurs dirigeants. La responsabilité des pays du Sud est d'agir et assumer leur destin dans une prise de conscience des défis actuels. Ils doivent être plus agressifs, plus actifs, plus exigeants dans les différentes négociations. Aussi doivent-ils développer l'industrie, la science, une production économie abondante et autosuffisante entre autres.

Il appartiendra aussi aux partenaires des pays en développement de pratiquer avec eux « une politique de coopération de type socratique qui se résume en ceci : Plutôt que donner, aider son partenaire à prendre conscience de ce qu'il a, en vue de l'utiliser judicieusement » (F.-N. Ahoyo, 1998, p. 316). Plutôt que d'aider les pays en développement par des prêts, il faut les aider à créer eux-mêmes des opportunités pour assurer leur croissance économique et frayer eux-mêmes les chemins de leur bonheur.

## **Conclusion**

L'interdépendance des populations dans ce temps mondial est plus qu'effective et aucun État développé ou non, mondialisé ou non ne peut s'auto-suffire pour pouvoir tracer seul l'asymptote de son bonheur. Cependant, aujourd'hui encore le monde n'est pas moins stratifié au point de vouloir reléguer la morale marxienne au second plan. Le besoin d'un véritable travail de réflexion et d'action sur le modèle actuel de la gouvernance mondiale dans un monde de plus en plus inégalitaire créateur d'injustices s'avère nécessaire. Car, le terrorisme sous toutes ses formes, les immigrations, la dégradation de l'environnement, et leurs menaces sur l'existence commune rendant la société humaine vulnérable partout à tout moment et pour tous reconfigurent le monde en classes sociales inégalitaires. Il revient donc à tous les États, développé ou non, mondialisé ou non de prendre au sérieux leurs responsabilités et travailler à l'avènement d'une mondialisation juste, acceptable et moins créatrice d'inégalités sociales, d'exploités, d'opprimés, de désintégréés, de dominés entre autres.

## **Bibliographie**

AHOYO Félix-Nestor, 1998, « Le développement par restructuration et redéploiement des potentialités internes : la leçon socratique » in *Temps et*

*développement dans la pensée de l'Afrique Subsaharienne*, Amsterdam, Atlanta GA.

ALOSSE Dotsè Charles-Grégoire, 2015, « La rivalité de l'État et du l'Économie de marché dans la mondialisation », Revue *interafricaine de Philosophie*, Littérature et Sciences Humaines, Lomé, Togo, p. 63-82.

ATTALI Jacques, 2005, *Karl Marx et l'esprit du monde*, Paris, Fayard.

BARTHESES Angela, 2005, *Petit manuel simplifié pour comprendre la mondialisation*, Publibook université.

BADIE Bertrand, 2002, *Un monde sans souveraineté, les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard.

CASTANET Didier, DELCOURT Dominique, 2006, « Karl Marx le mondialiste. À propos de Karl Marx ou l'esprit du monde de Jacques Attali », *L'en-je lacanien*, no 7, p.165 à 169.

EMMOTT Bill, 1993, « Le retour en grâce des multinationales », *Problèmes économiques*, no.2.4115-2.416, p55-58.

FORRESTER Viviane, 1996, *L'horreur économique*, Paris, Fayard.

GALBRAITH John Kenneth, 1968, *Le nouvel État industriel : essai sur le système économique américain*, Paris, Gallimard.

GUENOLE Thomas, 2016, *La mondialisation malheureuse. Inégalité-Pillage-Oligarchie*, Paris, First.

KARL Marx, Friedrich Engels, 1966, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions Sociales.

KARL Marx, 1993, *Le capital*, Livre I, Paris, PUF.

KODJO Edem, 2009, « L'Afrique peut-elle ignorer la mondialisation ? », *Géopolitique Africaine*, n 34, p. 271-281.

LAHOUARI Addi, 2004, « Pierre Bourdieu revisité. La notion du capital social », l'anthropologie du Maghreb. Lecture de Bourdieu, Greertz, Gellner et Berque., Awal Ibis Press, Paris, p.141-153.

MEHDI Abbas, 2007, « Du GATT à l'OMC : un bilan de soixante ans de libéralisation des échanges. Les Cahiers français : documents d'actualité », *La Documentation Française*, p.9-14.

PALMER Bryan, 2015, La lutte de classes et les dépossédés, *Actuel Marx*, no58, p.28 à 45. <https://doi.org/10.3917/amx.05.0028>. Consulté le 10 mai 2021 à 11h.

PIKETTY Thomas, 2013, *Le capital au vingt et unième siècle*, Paris, Seuil.

SANDI Amana Essotolom, 2019, *Gouvernance et Mondialisation : la responsabilité des États*, Mémoire de Master, Université de Kara.

SARTRE Jean-Paul, 1946, *L'existentialisme est un Humanisme*, Paris, Nagel.

STIGLITZ Joseph, 2007, *Pour un commerce mondial plus juste*, Paris, Arthème Fayard.

STIGLITZ Joseph, 2008, *La Grande Désillusion*, Paris, Éditions LGF.

STIGLITZ Joseph, 2010, *Le triomphe de la cupidité*, Paris, Les Liens Qui Libèrent.

DE TOCQUEVILLE Alexis, 1840, *De la démocratie en Amérique*,



Amana Essotolom SANDI, Marxisme et mondialisme : pour une compréhension des fondements de l'économie mondiale, revue *Échanges*, n° 020, juin 2023

TOSEL André, 2008, *Un monde en abîme : Essai sur la mondialisation capitaliste*, Paris, Kimé.

WEBER Max, 1995, *Économie et société*, Agora, Plon.

Webographie

<http://www.iris-recherche.qc.ca>

<https://doi.org/10.3917/amx.05.0028>. Consulté le 10 mai 2021 à 11h

<https://doi.org/10.3917/enje.007.0156>. Consulté le 10 mai 2021 à 9h.